

BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : LE SECTEUR PRIVÉ À GAZA

Depuis le déclenchement de la guerre, la bande de Gaza connaît l'une des crises économiques les plus profondes de son histoire contemporaine. L'ampleur des destructions, la paralysie presque totale des chaînes de valeur, et l'effondrement brutal des moyens de subsistance ont transformé la dynamique économique du territoire en un système de survie minimale. Selon les estimations récentes, le PIB de Gaza a chuté de 88 %, marquant un effondrement inédit à l'échelle mondiale. Parallèlement, l'inflation a dépassé 230 %, entraînant une perte quasi totale du pouvoir d'achat.

LE CHIFFRE À RETENIR

8,3 Mds \$

BESOIN DE RELANCE
DU SECTEUR PRIVÉ À GAZA

Le secteur privé à Gaza, déjà fragilisé par 17 années de restrictions, a subi une destruction systématique. Les données font état de 84 % des entreprises totalement détruites, avec une quasi-disparition des capacités de production locales. Les très petites, petites et moyennes entreprises (TPME), qui formaient avant la guerre l'épine dorsale de l'économie gazaouie, ont connu un effondrement de l'emploi de 90 %. Le taux de chômage a dépassé 80 %, créant une rupture nette entre la population active et le marché du travail. Cette situation a généré un cercle vicieux : disparition des revenus, effondrement de la demande locale, incapacité des entreprises à redémarrer, et aggravation de la pauvreté.

Les destructions matérielles et l'arrêt forcé des activités ont touché l'ensemble du tissu entrepreneurial. Cette dynamique concerne en particulier les services, où la production (-81 %), l'industrie (-78 %), et surtout la construction, qui a presque entièrement cessé, enregistrant un effondrement de 99 %. La perte d'emplois, combinée à la destruction de l'outil productif, place Gaza dans une situation de paralysie structurelle.

L'ampleur des dégâts physiques est sans équivalent dans la région. Le volume de décombres à évacuer est estimé à 57,5 M de tonnes, ce qui dépasse largement les capacités logistiques locales et rend impossible toute reconstruction rapide. Les pertes directes du secteur privé atteignent déjà 7,1 Mds USD, alors que les pertes indirectes cumulées avoisinent 2,2 Mds USD. Dans les zones résidentielles, les dommages se comptent par dizaines de milliers d'unités, tandis que les installations industrielles, commerciales et agricoles ont été prises pour cibles de façon répétée, prolongeant l'effondrement des capacités productives. Au total, les besoins immédiats de redressement et de relance du secteur privé à Gaza ont été estimés en août 2025 à au moins 8,3 Mds USD.

Malgré les dégâts immenses, une partie du tissu productif peut être remise en activité sous conditions. Les études sectorielles montrent que 51 % des entreprises industrielles disposent encore d'un potentiel de redémarrage dans un délai de trois à six mois si elles accèdent à des ressources minimales en intrants, en énergie et en financement. En outre, environ 57 % des entreprises déclarent avoir du matériel encore utilisable. Ces chiffres illustrent un paradoxe : le secteur privé est à la fois ravagé mais non totalement irrécupérable, sous réserve que les conditions sécuritaires, logistiques et financières soient réunies. L'un des obstacles majeurs demeure le coût exorbitant imposé aux importateurs gazaouis, qui ont dû assumer près d'un milliard de dollars de frais de sécurité et de commissions pour faire entrer les marchandises, accentuant l'épuisement de leur fonds de roulement.

Le déblaiement des ruines constitue la première étape indispensable à la reconstruction. Le coût de cette opération est évalué à plus de 1,2 Md USD, mais cette dépense peut générer un effet multiplicateur en mobilisant les entreprises locales de logistique, de construction et de recyclage des matériaux.

S'agissant des secteurs concernés, l'agriculture, qui constituait une source essentielle d'emplois et de revenus, a subi en particulier un choc massif. Les dégâts directs sont estimés à 3,4 Mds USD, tandis que les pertes liées à l'arrêt de la production et au non-accès aux terres dépassent 2,3 Mds USD. Les besoins de réhabilitation atteignent 10,1 Mds USD, un montant qui révèle l'ampleur de la destruction des terres, des puits, des serres, du bétail et des infrastructures de stockage. Ces pertes compromettent durablement la sécurité alimentaire de Gaza et réduisent encore davantage l'autonomie économique du territoire.

Face à la destruction du marché du travail, les programmes d'emploi d'urgence sont devenus un outil vital. Les initiatives actuelles des agences des Nations unies visent à offrir des opportunités temporaires à 100 000 personnes, injectant des revenus dans une économie asphyxiée. En parallèle, la restauration des services financiers est cruciale. Avant la guerre, 89 % des entreprises déclaraient déjà souffrir d'un manque de liquidités ; cette situation s'est aggravée de manière critique. La relance passe donc par la numérisation des paiements, l'appui aux banques locales et la réactivation des circuits de crédit pour permettre aux PME de reprendre leur activité.

La reconstruction des infrastructures productives, qu'il s'agisse d'ateliers modulaires, d'entrepôts ou d'infrastructures agricoles, est indispensable pour la relance. Sans énergie, eau, santé et éducation opérationnelles, les entreprises ne peuvent ni réembaucher ni redémarrer. Lors des précédentes crises, les coûts liés aux pannes électriques avaient pesé lourdement sur la rentabilité des entreprises, révélant la nécessité de réhabiliter l'intégralité du réseau. Le restaurer devient une condition préalable à toute reprise économique.

Service Économique de Jérusalem

ÉGYPTE

1. EXPANSION DE L'INDICE PMI EN NOVEMBRE : MEILLEURE PERFORMANCE DEPUIS 2020

L'[indice des directeurs d'achat](#) (PMI) de l'Égypte est passé de 49,2 en octobre à 51,1 en novembre, marquant la première expansion de l'activité du secteur privé non pétrolier depuis février 2025 et la meilleure performance depuis 2020. L'enquête souligne une nette amélioration des conditions de marché, avec une reprise simultanée de la production - en hausse pour la première fois depuis janvier 2025 - et des nouvelles commandes, stimulées par un assouplissement des pressions sur les prix. L'amélioration concerne la plupart des secteurs couverts, notamment l'industrie, la construction et les services, tandis que le commerce de détail reste en retrait. Malgré ce regain d'activité, l'emploi demeure stable, entraînant une nouvelle accumulation des travaux en attente pour le troisième mois consécutif. La décélération des coûts d'intrants, tombés à un plus bas en huit mois, a permis de limiter la hausse des prix de vente, qui ne progressent que marginalement. Enfin, les perspectives des entreprises restent positives, bien qu'en léger repli par rapport au mois précédent, et bien que la confiance soit modérée. Historiquement, selon S&P Global, un indice PMI de 51,1 correspond à une croissance annuelle du PIB supérieure à 5 %.

2. PROGRESSION DES REVENUS DU CANAL DE SUEZ (+17,5%) SUR LES 5 PREMIERS MOIS DE 2025/2026

Les [revenus du canal de Suez](#) ont atteint 1,97 Md USD entre juillet et novembre 2025, soit une hausse de 17,5 % sur un an, portée par une augmentation de 5,2 % du nombre de navires (5 874) qui transitent et de 14,4 % du tonnage (247,2 Mt). Selon le président de l'Autorité du canal, cette reprise reflète l'amélioration progressive des conditions de navigation en mer Rouge et la restauration de la confiance des compagnies maritimes. Le canal de Suez demeure l'une des principales sources de devises du pays, ayant généré près de 40 Mds USD entre 2019 et 2024. Le président de l'Autorité du canal anticipe une progression soutenue des recettes, avec des revenus projetés à 8 Mds USD en 2026/27 puis 10 Mds USD en 2027/28, sous l'effet de l'amélioration du trafic mondial et d'une plus grande stabilité régionale.

3. L'ÉGYPTE PRÉPARE UNE MISSION D'AFFAIRES EN SYRIE POUR EXPLORER LES OPPORTUNITÉS DE RECONSTRUCTION

L'Égypte [prépare](#) l'envoi d'une délégation économique en Syrie au début de 2026 afin d'identifier des opportunités pour les entreprises

égyptiennes dans les projets de reconstruction du pays, notamment dans les secteurs du BTP, de l'électricité et des infrastructures. Cette initiative, portée par la Fédération des chambres de commerce égyptiennes, vise à sécuriser des contrats pour des sociétés de construction, d'ingénierie et de matériaux, alors que la Syrie cherche à relancer son économie après des années de guerre. La mission s'inscrit dans une dynamique régionale de coopération économique accrue et d'ouverture des marchés syriens aux investissements étrangers.

4. LÉGER RALENTISSEMENT DE L'INFLATION URBAINE EN NOVEMBRE

L'[inflation urbaine](#) a été ramené de 12,5 % en octobre à 12,3 % en novembre 2025, selon les données de l'agence statistique CAPMAS. Ce léger ralentissement s'explique principalement par la baisse des prix des produits alimentaires et des boissons (-2,9%), tirée par la chute des prix des légumes (-15,8%), des viandes (-1,5%) et des produits laitiers (-1,2%). Certaines denrées ont toutefois enregistré de modestes hausses, notamment les céréales, les huiles et les boissons non alcoolisées. À l'inverse, plusieurs postes non alimentaires ont continué d'exercer une pression haussière : les loyers, les charges de logement et les services publics ont progressé de 2,5 %, sous l'effet d'une hausse des tarifs de l'électricité (+3,9%), tandis que les coûts de transport ont augmenté de 7,1 % en raison du renchérissement des véhicules et des transports. D'autres catégories, dont la santé, l'habillement et le mobilier, ont également enregistré des hausses modérées. Ce ralentissement intervient alors que la Banque centrale d'Égypte doit examiner sa politique monétaire lors de sa réunion du 25 décembre, après avoir maintenu ses taux directeurs à 21 % (dépôts) et 22 % (prêts) depuis octobre. Les marchés anticipent une poursuite prudente de l'assouplissement monétaire en 2026, sous réserve de l'évolution des chocs externes et du rythme de désinflation.

IRAK

1. AMÉLIORATION DE L'IDH EN 2024

Le programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a publié son troisième [rapport](#) dédié au développement humain en Irak, après deux précédentes éditions en 2008 et 2014. Avec un indice de développement humain (IDH) de 0,712 en 2024 (contre 0,623 en 2008), l'Irak se place pour la première fois dans la catégorie des pays présentant un niveau « élevé » de développement humain. L'indice irakien reste en-deçà de la moyenne mondiale (0,734) mais dépasse désormais la moyenne des pays arabes

(0,704). Cette hausse est principalement liée à la progression de l'espérance de vie (74 ans), à l'amélioration de l'accès à l'éducation (la scolarisation moyenne atteint 8,2 ans) et à la hausse du revenu par habitant (9 092 USD par habitant), découlant elle-même essentiellement de la hausse des prix du pétrole depuis la dernière évaluation. Les disparités géographiques demeurent toutefois importantes, les gouvernorats de la Région autonome du Kurdistan (RAK) bénéficiant d'un IDH plus élevé que le reste de l'Irak fédéral.

2. RÉUNION SUR LE PROJET « ROUTE DU DÉVELOPPEMENT »

Le Premier ministre al-Soudani a animé une réunion de travail consacrée au projet de Route du développement. Réunissant plusieurs entreprises privées (KBR, Oliver Wyman, BTP), cette réunion visait à discuter des différentes composantes du projet, son calendrier et son financement. Projet phare du gouvernement Soudani, la Route du développement a pour ambition de placer l'Irak au cœur des routes commerciales mondiales et régionales, le tout en favorisant la diversification de l'économie du pays *via* notamment des complexes industriels connectés au futur corridor.

IRAN

1. LETTRE DE 180 ÉCONOMISTES AU PRÉSIDENT

Un groupe de 180 économistes a adressé une lettre au président pour lui demander de clarifier la structure des allocations budgétaires pour l'exercice 2026-2027. Ils réclament la suppression du budget des organismes qui n'assurent pas de véritable service public, la transparence intégrale du Trésor public et la réduction des dotations aux institutions dont les services ne sont pas proportionnels aux ressources reçues. Les signataires insistent sur la nécessité d'une réforme économique visant le rééquilibrage budgétaire et la réduction des dépenses jugées inutiles, afin que le coût des ajustements reste supportable pour les déciles de revenus les plus modestes. Selon eux, la modification du prix de l'essence et des autres sources d'énergie ne peut être acceptable que si ces dépenses non essentielles ont été préalablement réduites ou retirées du budget. Pour mémoire, les institutions principalement actives dans la promotion politique, les activités idéologiques et l'action culturelle d'État ont reçu au total environ 1 Md USD de crédits budgétaires cette année, parmi lesquels l'Organisation de la radio-télévision (IRIB) avec 500 M USD, les séminaires islamiques (*hawza*) avec 300 M USD et l'Organisation pour la promotion de l'islam avec 100 M USD, soit près de 90 % de ces crédits. Le déficit

prévisionnel du budget de l'État prévu par la loi de finances 2025-2026 est estimé à 8,5 M Mds IRR (soit environ 7 Mds USD au taux du marché libre).

2. FORTE CROISSANCE DU COMMERCE EN LIGNE MALGRÉ LA RÉCESSION

Selon le Centre de développement du commerce électronique, en 1403 (2024/2025), la valeur des transactions en ligne a atteint environ 55 M Mds IRR (soit près de 110 Mds USD au taux moyen du marché libre sur la période), en hausse d'environ 70 % en g.a, soit +29 % en termes réels après correction de l'inflation. La valeur totale du commerce électronique est passée de 12,4 M Mds IRR en 1400 (2021/2022) à 18,4 M Mds IRR en 1401 (2022/2023), puis à 31,9 M Mds IRR en 1402 (2023/2024). Au cours des six premiers mois de l'année 1404 (2025/2026), la valeur des transactions en ligne a déjà atteint 32,6 M Mds IRR, soit une hausse de 52 % en g.a. Dans les segments C2C, les réseaux sociaux étrangers dominent largement : environ 54 % des entreprises utilisent WhatsApp, Instagram et d'autres plateformes similaires pour vendre en ligne, contre seulement 21 % pour les réseaux et messageries internes. Bien que la récession économique et la baisse du pouvoir d'achat puissent freiner partiellement cette dynamique, les analystes estiment que la demande pour l'achat en ligne restera forte, portée par la facilité d'accès et la diversité de l'offre. À titre d'exemple, le vendredi 28 novembre, l'application Snapp a enregistré plus d'un million de commandes de commerce de détail en une seule journée, établissant un record historique pour la vente en ligne.

3. DÉCLARATIONS DU MINISTRE DE L'ÉCONOMIE

Le ministre de l'Économie a réaffirmé que la lutte contre l'inflation passe impérativement par la correction des déséquilibres bancaires et le déficit budgétaire. Selon lui, tant que la masse monétaire progresse de 50 %, que le déficit budgétaire reste du même ordre de grandeur et que les découverts des banques augmentent de 40 à 50 %, « espérer une inflation à 10 % revient à prétendre que deux plus deux font quarante ». Il a averti que toute banque, publique ou privée, qui persistera dans le déséquilibre et continuera de se financer auprès de la Banque centrale devra être soit réformée, soit sanctionnée. Il a identifié le déficit budgétaire comme l'un des principaux moteurs de l'inflation. Les séquelles budgétaires de la guerre et de la période post-guerre, évaluées à plusieurs milliards de dollars, ainsi que le faible taux de réalisation des recettes fiscales sur cette période (environ 50 %), continuent de peser lourdement sur les finances publiques. Il a rappelé qu'un régime de taux de change multiples ne peut être supprimé du jour au lendemain sans provoquer des effets délétères. Les

réformes économiques, y compris l'ajustement progressif du prix de l'essence, doivent être menées avec prudence et de manière graduelle.

ISRAËL

1. APPROBATION DE L'ACCORD D'EXPORTATION DE GAZ VERS L'ÉGYPTE POUR 35 MDS USD

Après plusieurs jours de négociations entre les partenaires du gisement offshore Leviathan et le ministère israélien de l'Énergie, un accord final a été conclu portant sur l'exportation de 130 Mds m³ (BCM) de gaz naturel vers l'Égypte, pour un montant total de 35 Mds USD.

Dans le cadre de cet accord, les partenaires de Leviathan (NewMed Energy, Chevron et Ratio Petroleum Energy) s'engagent à appliquer des tarifs préférentiels pour les clients israéliens, réactivant ainsi le cadre régulateur établi il y a dix ans. Ils ont également accepté de garantir la priorité à l'économie domestique : en cas de défaillance des gisements de Tanin, Karish ou Tamar, le gaz produit sera redirigé vers le marché local. Le Premier ministre Benjamin Netanyahu devrait signer l'accord d'ici la fin de la semaine.

2. BUDGET 2026 : APPROBATION DU GOUVERNEMENT MAIS DES INCERTITUDES À LA KNESSET

Le gouvernement a approuvé le 5 décembre le projet de budget de l'État pour 2026. Les dépenses prévues s'élèveront à 662 Mds ILS, tandis que le budget global (incluant notamment le service de la dette) devrait avoisiner 800 Mds ILS. Le déficit est désormais attendu à 3,9 %, contre un plafond initial de 3,2 % (reflétant une augmentation de 15 Mds ILS des dépenses par rapport au plan originel).

Les deux ministères les mieux dotés seront la Défense (112 Mds ILS) et l'Éducation (94 Mds ILS). Par ailleurs, environ 5 Mds ILS de fonds de coalition sont prévus pour répondre aux revendications des partis ultra-orthodoxes, qui conditionnent leur soutien au budget à l'adoption d'une loi entérinant l'exemption du service militaire.

3. RECU INATTENDU DU DÉFICIT PUBLIC DE 0,4 POINT ENTRE OCTOBRE ET NOVEMBRE 2025

Portées par des recettes publiques nettement supérieures aux prévisions (550,4 Mds ILS en 2025, contre 517 Mds ILS initialement inscrits au budget), les finances de l'État affichent un recul du déficit public de 0,4 point entre fin octobre et fin novembre, pour s'établir à 4,5 % du PIB en glissement annuel. Pour rappel, dans le contexte de la guerre (et à la suite de

l'escalade avec l'Iran en juin 2025), le gouvernement avait relevé le plafond du déficit à 5,2 % du PIB.

JORDANIE

1. STABILITÉ DU TAUX DE CHÔMAGE

Selon le Département des Statistiques (DoS), le taux de chômage a diminué de -0,1 point de pourcentage (pp) au T3 2025 en glissement annuel (g.a.) et de -0,3 pp en glissement trimestriel, pour atteindre 16,2 % (pour les Jordaniens et non-Jordaniens). Le taux de chômage des hommes a diminué de -0,3 pp en g.a. pour atteindre 18 %, tandis que celui des femmes a augmenté de +2,2 pp en g.a. pour s'élever à 32,9 %. Le taux de chômage des Jordaniens uniquement suit des tendances similaires, avec une légère diminution de -0,1 pp en g.a., atteignant 21,4 %, quand le taux de chômage des non-Jordaniens s'élève à 9,2 %. En revanche, le chômage des Jordaniennes connaît une hausse de +0,6 pp en g.a. culminant à 33,9 %.

2. NOUVELLE STRATÉGIE ANTI-CORRUPTION

À l'occasion de la Journée internationale contre la corruption, la Jordanie a lancé sa Stratégie nationale d'intégrité et de lutte contre la corruption 2026-2030, élaborée par l'Instance centrale de lutte anticorruption (JIACC). D'après les autorités jordaniennes, ce cadre met l'accent sur la prévention et l'autonomisation, afin d'ancrer l'intégrité dans le comportement et les pratiques institutionnelles. À cette fin, les mécanismes de prévention et de surveillance seront renforcés. L'Instance prévoit également de lancer prochainement un indice de gouvernance municipale. Par ailleurs, elle annonce avoir récupéré en moyenne 100 M JOD (141 M USD) par an, sur les quatre dernières années, par des poursuites pénales et confiscations.

3. HAUSSE DES EXPORTATIONS

Le Département des Statistiques (DoS) a publié son rapport mensuel sur le commerce extérieur, révélant une hausse de 8,9 % des exportations au cours des neuf premiers mois de 2025, en g.a., ainsi qu'une augmentation de 7 % des importations en g.a. conduisant à un creusement du déficit de la balance commerciale de 5 % sur cette période. Les exportations ont alors atteint 7,7 Mds JOD (10,8 Mds USD) et les importations 14,9 Mds JOD (21 Mds USD); le déficit de la balance commerciale s'est par conséquent élevé à 7,3 Mds JOD (10,3 Mds USD), soit une hausse de 348 M JOD (490 M USD) par rapport à la même période en 2024. Cette croissance des exportations a principalement bénéficié aux secteurs des engrais (+16,3%), du phosphate (+10,6%), de la

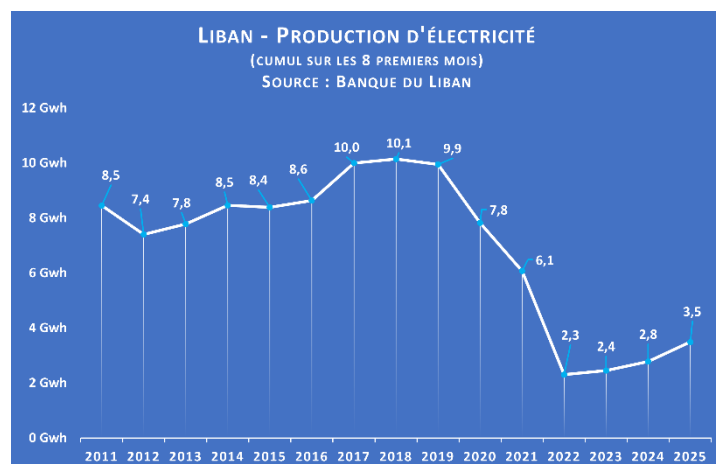
potasse (+13,2%), des bijoux et ornements précieux (+8,3%) et des produits pharmaceutiques (+5,4%). En revanche, les exportations de vêtements et tissus ont légèrement reculé (-0,2%). Du côté des importations, la hausse a été portée par les bijoux et ornements précieux (+56%), les machines et outils de machinerie (+25,5%) ainsi que les machines et appareils électriques (+9,7%). Ces hausses ont cependant été partiellement compensées par une baisse des importations de véhicules (-11,7%), de pétrole (-3,8%) et de céréales (-1,3%).

LIBAN

1. AMÉLIORATION DE LA PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ SUR LES 8 PREMIERS MOIS DE L'ANNÉE

D'après la Banque du Liban, la production d'Électricité du Liban (EDL) a augmenté de 25,6 % en g.a sur les huit premiers mois de 2025. Elle a atteint 3,5 GWh, contre 2,8 GWh sur la même période en 2024.

Avant la crise économique que traverse le pays, EDL produisait 15,2 GWh en 2018. Ce niveau a chuté à 4,1 GWh en 2024.



2. L'INFLATION À 11,8% EN OCTOBRE

L'inflation annuelle au Liban a atteint 11,8 % en octobre 2025, selon l'indice des prix à la consommation du *Consultation and Research Institute*. Toutes les neuf principales catégories de prix ont progressé, au premier rang desquelles l'éducation (+30,5 %), les autres biens et services (+26,9 %) et l'alimentation (+13,4 %). S'agissant de l'alimentaire, les hausses les plus fortes concernent les fruits (+87,2 %) et les légumes (+45,9 %), tandis que les huiles et graisses (-13,2 %) reculent. Les prix de la santé ont quant à eux augmenté de 11,1 %, ceux de l'habillement de 9,0 %, et le logement de 2,5 %. Les biens durables progressent légèrement (+1,9 %), tout comme les transports et télécommunications (+2,5 %). L'explosion des frais de scolarité (+45,5 %) tire fortement vers le haut la

catégorie éducation. L'indice des loisirs augmente de 6,6 %, tandis que les autres biens et services bondissent de 26,9 %, notamment en raison des prix du secteur de la joaillerie (+50,2 %).

3. FORTE AUGMENTATION DES RECETTES DOUANIÈRES SUR LES 8 PREMIERS MOIS DE 2025

Les recettes douanières du Liban ont plus que doublé sur les huit premiers mois de 2025, atteignant 70,4 M Mds de LBP, soit 786,9 M USD, en hausse de 105,4 % par rapport à la même période de 2024, selon la Banque du Liban. En parallèle, le commerce extérieur connaît une croissance de 13,7 %. Malgré ce rebond, les recettes restent de 12,1 % inférieures à celles de 2019. Toutefois, si la tendance se maintient jusqu'à fin 2025, elles pourraient atteindre 105,7 M Mds LBP, soit environ 1,2 Md USD sur l'année, c'est-à-dire un niveau proche de celui de 2019.

SYRIE

1. PARTENARIAT ENTRE LA BANQUE CENTRALE SYRIENNE ET VISA

La Banque centrale syrienne a signé le 4 décembre un protocole de partenariat avec Visa pour développer une infrastructure de paiements moderne, incluant cartes bancaires, portefeuilles numériques conformes aux standards internationaux et solutions à faible coût pour les commerçants, à l'instar du paiement sans contact. L'accord vise notamment à soutenir les entreprises et renforcer l'inclusion financière dans le pays. Les responsables syriens y voient un levier de modernisation et de reprise économique, dans la continuité d'échanges récents avec Visa et du protocole d'accord signé avec Mastercard en septembre dernier.

2. VOTE PAR LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS AMÉRICAINE DE L'ABROGATION DU CAESAR ACT

La Chambre des représentants américaine a voté le 10 décembre l'abrogation totale et sans condition du régime de sanctions contre la Syrie, appelé *Caesar Act*. La disposition, intégrée au projet de budget du Département de la Défense pour 2026, correspond à celle adoptée précédemment par le Sénat américain. Le projet doit désormais repasser au Sénat pour un vote global sur le budget avant d'être transmis au président américain pour promulgation, qui entérinera définitivement l'abrogation.

TERRITOIRES PALESTINIENS

1. PLAN D'URGENCE À GAZA PRÉSENTÉ PAR LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE

Le 8 décembre 2025, la cellule gouvernementale des interventions d'urgence dans les gouvernorats du Sud a présenté le plan de secours et de relèvement précoce du ministère de l'Économie nationale à Gaza. Le document, actualisé en continu avec des partenaires locaux et internationaux, dresse un tableau alarmant des destructions : 98 % des établissements économiques ont été touchés, 84 % des usines ont subi des dommages totaux ou partiels, tandis que les pertes globales sont estimées à 20 Mds USD et que le chômage atteint 80 %.

Le ministre Mohammad al-Aamour a détaillé une stratégie en deux phases : une première de 6 mois pour soutenir les PME et relancer les chaînes d'approvisionnement, puis une phase de 16 à 18 mois axée sur la réactivation des entreprises et la création d'emplois temporaires.

2. SITUATION DES DÉPÔTS BANCAIRES EN PALESTINE

Des données officielles récentes montrent une hausse notable des dépôts des clients dans le secteur bancaire palestinien, en progression de 16 % à la fin de septembre 2025. Selon les chiffres publiés par l'Association des banques, le volume total des dépôts a atteint 21,2 Mds USD, contre 18,7 Mds fin 2024, soit une augmentation de 2,5 Mds sur neuf mois.

Le secteur privé détient la quasi-totalité des dépôts, avec 20,5 Mds USD, tandis que les dépôts du secteur public s'élèvent à 748 M USD. Par devise, les dépôts sont libellés à 42 % en USD, 39 % en shekels et 16 % en dinars.

Les dépôts se répartissent entre 9 Mds USD de dépôts à vue, 4,9 Mds USD à terme et 7,3 Mds USD en épargne. Sur le plan géographique, Ramallah-Al-Bireh conserve la part la plus élevée (6,7 Mds USD), suivie de Gaza (2,4 Mds USD), Naplouse (2,1 Mds USD) et Hébron (1,7 Md USD).

3. SECONDE PHASE DU PROJET IPSD II

Le ministère de l'Économie nationale a annoncé la signature d'accords de « subventions d'investissement conjointes » dans le cadre de la seconde phase du projet de soutien aux innovations du secteur privé (IPSD II), un programme stratégique d'une valeur de 24,5 M USD, financé conjointement par la Banque mondiale et l'Union européenne.

Le projet vise à stimuler l'économie numérique palestinienne, en renforçant la croissance des startups technologiques, des PME innovantes et des professionnels du numérique, tout en permettant une réponse rapide en cas de crise ou d'urgence économique.

Dans ce cadre, neuf entreprises émergentes actives dans l'IA, l'e-commerce, l'edTech, la data, la propTech et la logistique technologique ont bénéficié de 1,6 M USD en subventions, mobilisant 3,5 M USD d'investissements privés parallèles. L'initiative devrait générer plus de 160 emplois.

Selon le ministre Mohammad al-Aamour, IPSD II constitue un levier essentiel pour améliorer l'environnement des affaires, accroître la confiance des investisseurs et renforcer la résilience de l'économie palestinienne.

PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	TP	SYRIE
POPULATION (MILLIONS) – 2024	FMI / WEO	107	44	87	10	11	5,4	5,3*	25*
PIB (Mds USD) – 2024 ^E	FMI / WEO	383	277	401	540	53	28	14*	21*
PIB / HAB. (USD) – 2024 ^E	FMI / WEO	3570	6247	4633	54192	4693	4470	2593*	869*
CROISSANCE PIB RÉEL (%) – 2024 ^E	FMI / WEO	2,4	0,3	3,5	0,9	2,5	-7,5	-26,6*	-1,5*
SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) – 2024 ^E	FMI / WEO	-7,1	-1,5	-4,1	-8,3	-8,3	0,4	-9,5*	-3,1*
DETTE PUBLIQUE (% PIB) – 2024 ^E	FMI / WEO	91	43	37	68	115	164	86*	n/a
RATING COFACE 2024	COFACE	C	E	E	A4	C	D	n/a	n/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	STATISTIQUES OFFICIELLES	13,6	2,6	36	3,3	1,7	15,2	48,9	15
PMI MENSUEL	STATISTIQUES OFFICIELLES	50,1	n/a	48,7	50,2	n/a	51,3	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2024	DOUANES FRANÇAISES	1792	426	255	1714	306	426	28	29
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2024	DOUANES FRANÇAISES	1158	1949	48	1386	43	92	4	6

* = DONNÉES BANQUE MONDIALE 2024

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS

A1 TRÈS FAIBLE / **A2** PEU ÉLEVÉ / **A3** SATISFAISANT / **A4** CONVENABLE / **B** ASSEZ ÉLEVÉ / **C** ÉLEVÉ / **D** TRÈS ÉLEVÉ / **E** EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtrésor.gouv.fr